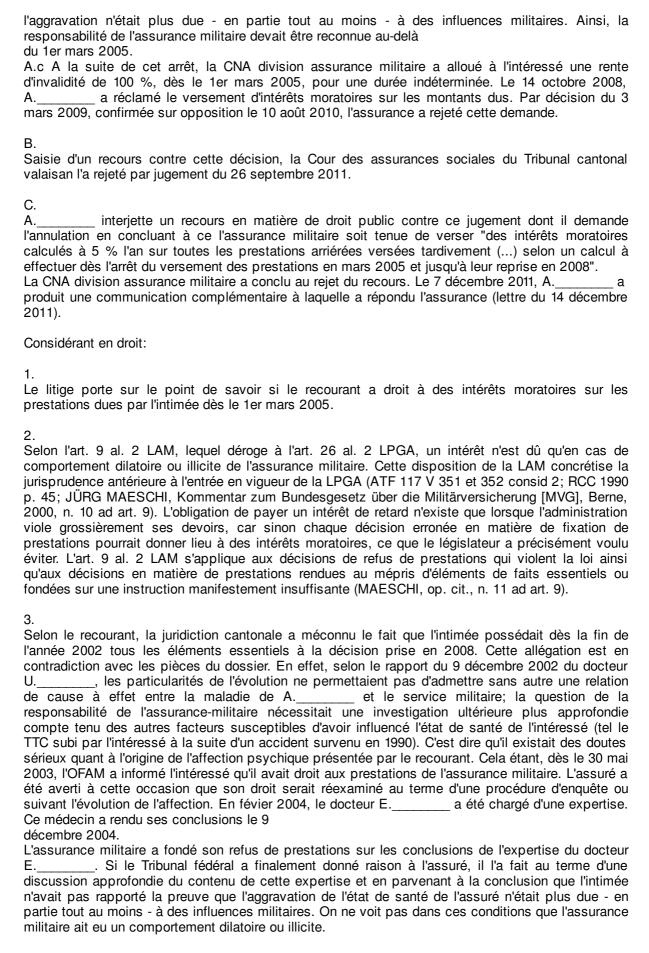
Bundesgericht Tribunal fédéral Tribunale federale Tribunal federal $\{T \ 0/2\}$ 8C 775/2011 Arrêt du 10 septembre 2012 Ire Cour de droit social Composition MM. les Juges fédéraux Ursprung, Président, Frésard et Maillard. Greffière: Mme Berset. Participants à la procédure A.____, représenté par Me Bernard Delaloye, avocat, recourant. contre CNA Division Assurance Militaire, Laupenstrasse 11, 3008 Berne, intimée. Objet Assurance militaire (intérêt moratoire), recours contre le jugement du Tribunal cantonal valaisan, Cour des assurances sociales, du 26 septembre 2011. Faits: Α. a fait son école de recrue en 1990 dans l'infanterie. Le 20 août 2001, il est entré en cours de répétition. Le 30 août 2001, le docteur M._____, spécialiste en psychiatrie, a constaté un trouble psychotique aigu polymorphe à prédominance paranoïaque. Sur recommandation de ce médecin, le prénommé a été licencié avec effet immédiat. Par décision du 26 juin 2002, confirmée sur recours le 2 septembre 2002, la Commission de visite sanitaire l'a déclaré inapte au service en raison de son comportement inadéquat. Du 26 novembre au 3 décembre 2001, A.____ a été hospitalisé à l'Hôpital psychiatrique X._____ Les médecins de la clinique ont posé le diagnostic de personnalité à traits paranoïaques et d'épisode dépressif moyen. L'assuré a été suivi pendant une année environ par le docteur U._____, ancien médecin-chef de cet établissement, puis par le docteur H.____. Dans un rapport du 9 décembre 2002, le docteur U.____ a exposé que la responsabilité de l'assurance militaire devait faire l'objet d'une investigation approfondie, éventuellement sur la base d'une expertise psychiatrique. Par lettre du 30 mai 2003, l'Office fédéral de l'assurance militaire (OFAM) a informé A. remplissait les conditions légales pour être mis au bénéfice des prestations de l'assurance militaire; ce droit devait cependant être réexaminé au terme d'une procédure d'enquête ou suivant l'évolution de l'affection. A.b Mandaté par l'OFAM, le docteur E. , spécialiste en psychiatrie et psychothérapie, a

rendu son rapport d'expertise le 9 décembre 2004. Fondée sur les conclusions de l'expert, l'assurance militaire a mis fin à ses prestations à partir du 1er mars 2005 par décision du 29 avril 2005, confirmée sur opposition le 3 octobre 2005. Statuant par jugement du 30 avril 2007, le Tribunal des assurances du canton du Valais a rejeté le recours formé contre cette décision par l'assuré. Saisi à son tour d'un recours de A.______, le Tribunal fédéral a annulé ce jugement et renvoyé la cause à la CNA division assurance militaire pour qu'elle statue à nouveau sur le droit aux prestations à partir du 1er mars 2005, ainsi que sur une éventuelle réduction, au besoin après une instruction complémentaire (arrêt 8C 283/2007 du 7 mars 2008). Le Tribunal fédéral a retenu que la conclusion du docteur E.______ selon laquelle la durée de la responsabilité de l'assurance était limitée à six mois n'était pas convaincante. Il a considéré que l'intimée n'avait pas rapporté la preuve que



Selon le recourant - qui invoque l'arrêt 8C 283/2007 (notamment sa page 9) - le Tribunal fédéral aurait considéré que l'assurance militaire "avait apporté de manière arbitraire la preuve de l'antériorité au sens de l'art. 5 al. 1 let. a LAM".

Le Tribunal fédéral n'a nullement utilisé le mot arbitraire qui n'aurait eu aucun sens dans le contexte de la discussion. Comme cela ressort de ce même contexte, le tribunal a voulu dire que la preuve en question avait été rapportée de manière abstraite (rendu par "abstraire" en raison d'une faute de frappe).

5.

Pour le surplus, on peut renvoyer aux considérants pertinents de l'arrêt attaqué, les juges cantonaux ayant apporté une réponse circonstanciée aux arguments du recourant.

6.

Il s'ensuit que le recours est mal fondé.

Le recourant, qui succombe, supportera les frais judiciaires (art. 66 al. 1 LTF).

Par ces motifs, le Tribunal fédéral prononce:

1.

Le recours est rejeté.

2

Les frais judiciaires, arrêtés à 750 fr., sont mis à la charge du recourant.

3

Le présent arrêt est communiqué aux parties, au Tribunal cantonal valaisan, Cour des assurances sociales, et à l'Office fédéral de la santé publique.

Lucerne, le 10 septembre 2012 Au nom de la Ire Cour de droit social du Tribunal fédéral suisse

Le Président: Ursprung

La Greffière: Berset